

LE PROFESSEUR M. REGGABI PARLE DU DÉPART DES CHEFS

«Partir oui, mais

Indispensables aujourd'hui et plus encombrants qu'utilitaires demain. Est-ce ainsi que l'on perçoit désormais les plus hautes instances médicales du pays ?

Le ministère de la Santé, qui n'aime pas être dérangé dans son confort, voudrait les voir vider les lieux mais pas le ministère de l'Enseignement supérieur. Lui sait que s'il les mettait à la retraite, il serait bien en peine de les remplacer dans l'immédiat ou même dans le futur proche. Pour le ministère de la Santé, les inquiétudes ne sont pas de même nature. Poussé par de jeunes maîtres-assistants syndicalistes aux dents longues, il préfère céder à la pression que regarder les risques qu'engendrerait une mise à l'écart de tout ce que compte le pays

comme maîtres chevronnés en la matière. Les centaines de postes vacants n'ont pas trouvé preneur que la tutelle travaille encore à en vider d'autres. Quelques jeunes loups se bousculent au portillon. On en a identifié une partie mais on ignore qui explicitement tire les ficelles. Le malaise qui règne dans la corporation, essentiellement chez ceux que l'on voudrait brutalement pousser dehors, autrement dit les professeurs chefs de service, aura fini par s'étaler au grand jour par la grâce de jeunes spécialistes hospitalo-universitaires impatients d'occuper les postes vacants et qui ne s'en cachent même plus, indifférents à l'allure que prend la fin de carrière de leurs aînés embarrassés par la tournure que

prennent les événements. Pour mieux comprendre ce qui se passe au cœur de la profession et du SNECHU⁽¹⁾, le syndicat censé défendre les intérêts de ses adhérents, nous avons approché certains professeurs dont le P M. Reggabi, professeur de toxicologie, ancien directeur de l'INESSM. Alger (Institut national d'enseignement supérieur en sciences médicales) et ancien doyen de la Faculté de médecine d'Alger, ex-chef de service du laboratoire du CHU Aït Idir. Il a accepté de nous parler de ce que nous qualifions de bradage d'un important, pour ne pas dire indispensable pan de notre élite au bénéfice d'intérêts inavoués mais dont «l'agressivité» interpelle celles et ceux qui n'ont pas toutes les cartes en main.

Le Soir d'Algérie : Professeur Reggabi, pourriez-vous nous expliquer ce qui se passe dans le milieu hospitalier ? Il y aurait comme une espèce de bras de fer entre le SNECHU et les chefs de service. Pourquoi ? Quels en sont les enjeux ?

P^r Reggabi : Après avoir respecté depuis maintenant deux ans et demi l'obligation de réserve et le respect de soi que nous ont transmis nos aînés, je suis dans l'obligation d'accepter de répondre à vos questionnements.

Ce qui nous préoccupe, aujourd'hui, c'est cet acharnement, ce harcèlement obsessionnel, ce matraquage quotidien contre les professeurs hospitalo-universitaires qui, je le répète encore, souhaitent partir à la retraite comme cela se passe universellement, dans la DIGNITÉ. Mes collègues et moi ne sommes nullement contre le principe du départ mais contre la forme et les conditions qu'on voudrait nous imposer.

Je sais que ce que je vais vous dire m'amènera beaucoup d'inimitié mais c'est le prix à payer pour défendre mes convictions et celles des collègues de ma génération et de celle qui nous a précédés.

J'ai toujours dit que si mon assistant(e) ne progressait pas jusqu'au grade et à la fonction de professeur-chef de service, c'est que j'aurais échoué dans ma mission d'universitaire. Posez la question aux enseignant(e)s qui m'entourent quotidiennement. Et il ne peut pas le devenir si je m'éternise à ce poste. Nul n'est éternel. Il faut transmettre le flambeau.

Et tout ce que je vais dire est étayé par les textes réglementaires et les nombreuses correspondances. Et ce n'est pas une déclaration de guerre contre X ou Y. Le moment est tout simplement venu de rétablir l'ordre des choses et la vérité.

Certains voudraient faire croire que les patrons de service s'accrochent à leurs postes et vous venez de dire que non. Où est donc le problème, Professeur ? Et surtout quel est-il ?

Au sein du SNECHU (le syndicat censé défendre les intérêts de la corporation), nous avons toujours demandé que le problème de la retraite soit défendu. Et cela dès que l'on s'est aperçu que la retraite des professeurs et professeurs chefs de service était plafonnée, faisant en sorte que la retraite de ces derniers est égale à 54/55% du dernier salaire et pratiquement du même montant que celle de son maître assistant. Je ne comprends pas pourquoi rien n'a été fait pour corriger l'erreur comme je ne comprends pas cette attitude-



Pr M. Reggabi.

là. La logique aurait voulu que l'on fasse le nécessaire en temps voulu.

Et vous pensez qu'il y a chez vos potentiels successeurs une volonté de nuire que vous ne comprenez pas ? A quoi serait dû, selon vous, cet acharnement à vouloir se délester sans ménagement des aînés ?

Il y a deux points fondamentaux. Il est tout à fait légitime d'avoir l'ambition de progresser, d'avoir en tête d'occuper un jour un poste de responsabilité. C'est le contraire qui serait anormal. Il y a, par contre, la manière d'y arriver et il faut, urgemment, régler ce problème. Cela fait 7 ou 8 ans que, personnellement, j'alerte par écrit, qu'à chaque assemblée générale du SNECHU, je dis «attention, on va avoir des problèmes !»

Vous pensez que c'est le syndicat qui «complot» pour vous faire partir ? Je parle des professeurs chefs de service.

Je ne suis pas un adepte du complot. Néanmoins, nous avons effectivement appris que certains collègues, des membres du syndicat actuel, auraient déclaré qu'ils ne prendraient en compte le problème de la retraite que lorsque leur tour arrivera. J'ai posé la question aux responsables, je n'ai eu aucun démenti officiel et je souhaite que chacun ait le courage d'assumer ses paroles et ses actes. Ce n'est pas sérieux de dire ça. Quand on

intègre le conseil ou le bureau d'un syndicat, c'est pour défendre la corporation. Il y a quelques semaines, lors d'une assemblée générale, la nouvelle présidente du syndicat a dit : «Il faut qu'ils partent. C'est bon ! Les ministres ont signé», alors qu'il n'y a aucun document qui l'atteste ! Rien ! Il n'y a que la circulaire du chef de cabinet du Premier ministre aux deux ministres de tutelle, orientant vers un plafonnement des années et de l'âge des enseignants. Si c'est avec ces discours que l'on défend la corporation, bonjour les dégâts.

C'est la façon cavalière avec laquelle on vous traite qui vous fait réagir. On voudrait vous débarquer comme ça sans préavis et c'est là que vous n'êtes pas d'accord.

Oui ! Du jour au lendemain, vous recevez une décision vous informant que vous n'assurez plus la chefferie de service. C'est illégal. Dans nos statuts (décret n°08-129 du 3 mai 2008), pour accéder au grade de chef de service, il y a un concours sur titres et travaux mais il n'y a pas une seule ligne qui dise comment on met fin à la fonction de chef de service. Pourquoi ? Sans doute que dans l'esprit du législateur, cela devait correspondre à un départ à la retraite.

En fait, en ce qui concerne des cas comme le vôtre, il y a deux problèmes qui s'emboîtent. La chefferie de service que vous devriez quitter à 65 ans et le départ à la retraite dont on ne précise pas l'âge.

Je reviendrai sur le gros problème qui se pose à la retraite plus tard si vous permettez, parce que si on voulait changer les textes, rien ne l'empêcherait. Ils pourraient même le faire très vite. Rédiger un décret et dire voilà les statuts des enseignants, ils doivent partir à la retraite à 60 ans et nous aurions respecté la loi en partant à cet âge-là. Mais il faut qu'ils le fassent !

Il y a cet autre aspect qui n'a jamais été pris en charge. On retire aux professeurs la responsabilité du service et ce n'est qu'après que l'on organise un concours. Dans les pays où la médecine est autrement plus respectée, un professeur, chef de service, devrait être informé à l'avance. Moi, par exemple, j'aurais aimé savoir 1 ou 2 ans, voire six mois à l'avance qui va me succéder parce que l'on aurait ouvert mon poste au concours en temps opportun. On désigne la personne qui a eu le poste, et qui prendra les rênes du service au moment où je m'en irai. Le jour J, mon remplaçant se présente et nous faisons la passation réglementaire. Je le sais à l'avance. Je sais que je dois partir à telle date, le jour

Propos recueillis par
Malika Boussof

de mes SOIXANTE ANS, je pars heureux à cette date.

Les deux problèmes seraient, selon vous, interdépendants. La chefferie de service dont on vous retire les prérogatives et votre profession que vous pouvez continuer d'exercer mais sous les ordres d'un ancien subalterne, quelqu'un que vous avez formé, à qui vous avez enseigné. Et il y a la retraite que l'on ne vous oblige pas à prendre. Pourquoi ?

Cela n'a pas de rapport mais c'est très gênant et à double sens. C'est une arme à double tranchant pour nous. Si vous restez et que le chef de service qui vient est quelqu'un avec lequel vous ne vous êtes jamais entendu, il va essayer de vous rabaisser devant tout le monde. Dans ce cas-là, vous ne pouvez pas rester. Si c'est quelqu'un que vous connaissez bien, que vous avez formé, que vous aimez bien et que vous restez, le personnel va continuer à s'adresser à vous. Ce qui sera gênant pour lui. Vous lui ferez de l'ombre alors que vous avez tout fait pour l'amener là où il est. Il faut donc, là aussi, partir.

Cependant, il ne faut pas oublier que si la santé considère aujourd'hui qu'elle n'a plus besoin de ces compétences, il en est autrement sur le plan universitaire où la primauté va au mérite.

Mais la retraite, telle qu'elle est calculée aujourd'hui, ne vous convient pas.

Non ! Parce qu'elle est plafonnée à 15 fois le SMIG et qu'elle représente à peine 55% de notre salaire, le salaire des hospitalo-universitaires, bien entendu. Si nous avions une retraite de 80%, on n'en serait pas là. Je serais, pour ma part, en train de me promener, de cultiver mon jardin ou de courir les musées. Je ne serais jamais resté. Il y en a sans doute qui aiment le pouvoir, pas moi. Si les textes avaient précisé que je devais partir à 60 ans, je les aurais respectés et serais parti à cet âge-là. Je suis légaliste mais légaliste jusqu'au bout. Or, pour les collègues dont on a mis fin à leurs fonctions de chef de service, on ignore jusqu'à présent sur quels textes on s'est basé pour le faire. Sur quels attendus s'est-on appuyé et en faisant référence à quelle loi, à quels textes ? Personne ne peut le dire. Parce que dans nos statuts et dans ceux de la Fonction publique il n'y a qu'une seule chose qui permet de déchoir quelqu'un, c'est une faute du quatrième degré. C'est-à-dire une faute très grave.